

**Commission d'Accès à l'Information
d'intérêt Public et aux Documents Publics**

Autorité Administrative Indépendante

ATELIERS DE REVISION DES CRITERES DU MONITORING DU SITE WEB DES ORGANISMES PUBLICS

ATELIER 4 : AGRICULTURE ET TRANSPORT

RAPPORT D'ATELIER

Placide ZOUNGRANA
Consultant / Economiste ruraliste

10 Janvier 2024

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION.....	3
2. OBJECTIFS.....	4
3. PARTICIPANTS.....	4
3.1. Représentants de la Société Civile (SC) :	4
3.2. Représentants des Organismes Publiques (OP) :	4
4. DEROULEMENT DE L'ATELIER	5
4.1. Identifier des organismes publics par rapport aux informations existantes	5
4.2. Réviser les critères généraux	5
4.3. Elaborer une typologie de critères spécifiques dans les organismes publics du secteur agricole et des transports	8
5. RESULTATS ATTEINTS.....	19
5.1. Présentation d'une typologie actualisée au niveau des OP :	19
5.2. Présentation d'une matrice consensuelle, base de l'amélioration de l'outil de collecte des données à rechercher au sein des OP :	19
6. PERSPECTIVES	38
6.1. Elaborer une nouvelle méthode d'évaluation pour le monitoring 2.0	38
6.2. Proposer un cadre d'échanges permanent	38
6.3. Proposer un jury et une méthode d'évaluation.....	39
7. CONCLUSION	40
8. DOCUMENTS ANNEXES : Composition des Groupes de Travail.....	41

1. INTRODUCTION

La loi n° 2013-867 du 23 décembre 2013 relative à l'accès à l'information d'intérêt public crée une Autorité Administrative Indépendante dénommée la Commission d'Accès à l'Information d'Intérêt Public et aux Documents Publics (CAIDP).

La CAIDP, dont les attributions, l'organisation et le fonctionnement sont fixés par le décret n°2014-462 du 6 Août 2014, a pour principale mission de veiller au respect et à l'application par les organismes publics, du droit des personnes d'accéder aux informations et documents publics.

Spécifiquement, la CAIDP est chargée notamment :

- *de s'assurer du respect par les organismes publics, du droit des personnes d'accéder sans discrimination, aux informations et aux documents d'intérêt public ;*
- *de s'assurer du respect par les organismes publics, de l'obligation de diffuser les informations d'intérêt public qu'ils détiennent ;*
- *de s'assurer de la conservation et de la gestion de leurs données par les organismes publics, de manière à favoriser l'exercice du droit des personnes d'accéder à l'information d'intérêt public ;*
- *d'élaborer et de mettre en œuvre la stratégie de la CAIDP en matière de promotion du droit des personnes d'accéder à l'information et aux documents d'intérêt public ;*
- *d'évaluer l'effectivité du droit des personnes d'accéder à l'information d'intérêt public dans les organismes publics.*

C'est à travers ses différentes missions relatives au droit des personnes d'accéder aux informations et documents publics, que la CAIDP a initié, depuis 2017, un « *Monitoring des sites internet des organismes publics* ».

Ce monitoring consiste à parcourir les sites internet des organismes publics (OP) afin d'en apprécier le contenu et déterminer l'attractivité pour le citoyen, avec en appui, **un ensemble de documents édictés par la CAIDP.**

C'est donc autour de l'analyse de cet ensemble de documents que l'organisation d'une série d'ateliers pour consolider les acquis de la CAIDP et vulgariser l'information sur l'accès des données détenues par les organismes publics, apparaît comme indispensable, face aux demandes de plus en plus croissantes des populations dans leur diversité. Ces ateliers s'inscrivent sous le thème général de **Révision des Critères du Monitoring du Site WEB des Organismes Publics.**

L'atelier 4, à l'intérieur de ce thème général, qui a porté précisément sur les Grands Secteurs de l'Agriculture et des Transports, a eu lieu le 20 et le 21 Décembre 2023 à Abidjan, au MOVENPICK HOTEL ; il a regroupé pendant ces deux (2) jours, les représentants des Organismes Publics (OP) issus notamment de certains ministères et ceux des organisations de la Société Civile (OSC), considérés comme représentant une partie importante de la société ivoirienne, dans la recherche d'informations d'intérêt public.

Le présent rapport de cet **atelier 4** se structure autour de six (6) points :

- les objectifs
- les participants
- le déroulement de l'atelier
- les résultats atteints
- les perspectives
- les documents annexes

2. OBJECTIFS

L'objectif de cet atelier est de proposer une nouvelle version du Monitoring des sites web des organismes publics (agriculture et transport notamment), qui offrira des informations plus précises sur les activités de ces organismes dans leurs domaines respectifs.

Cette initiative s'inscrit dans une démarche de sensibilisation à la transparence, à la bonne gouvernance et à l'ouverture de données publiques ; elle vise surtout à contribuer à l'information du public quant aux actions menées par l'État dans l'intérêt des populations.

Il s'agira donc de revisiter les documents de base proposés par la CAIDP afin de présenter les grandes orientations d'une nouvelle version du Monitoring des sites des organismes publics et d'analyser les problématiques auxquelles cette nouvelle version doit répondre.

3. PARTICIPANTS

Cet atelier de *Révision des Critères du Monitoring des Sites WEB des Organismes Publics* a vu la participation de deux (2) types d'entités : les Organisations de la Société Civile (OSC), d'une part, les Organismes Publics (OP), d'autre part.

3.1. Représentants de la Société Civile (SC) :

Ces représentants sont essentiellement des membres issus de l'Organisation de la Société Civile (OSC), à travers un certain nombre de structures spécifiques dont :

- Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI)
- Fédération Ivoirienne des Consommateurs « le Réveil » (FICR)
- Fédération des Réseaux et Association de l'Energie de l'Environnement et du Développement Durable (FEREADD)
- Fédération Nationale des Associations de Consommateurs de Côte d'Ivoire (FAC-CI)
- Fédération pour le Développement du Secteur Informel (FEDESI)
- Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH)

3.2. Représentants des Organismes Publics (OP) :

Les représentants des Organismes Publics (OP) sont principalement les ministères suivants :

- Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières
- Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
- Ministère des Eaux et Forêts
- Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique
- Ministère du Transport
- Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier

Au total, **l'atelier 4** a vu la participation de plus d'une vingtaine de personnes représentant les différentes structures ayant pris part à cette session d'échange et de partage. Plus précisément, au

niveau des représentants de la société civile, on note dix (10) participants ; du côté des représentants des organismes publics, treize (13) étaient présents.

Une liste de présence en *annexe* précise le nombre, l'origine et l'affectation dans les différents groupes de travail au cours de cet atelier.

4. DEROULEMENT DE L'ATELIER

4.1. Identifier des organismes publics par rapport aux informations existantes

Deux grands groupes de travail à partir des regroupements des Organismes Publics (OP) sont constitués, dans lesquels sont affectés les représentants des Organisations de la Société Civile (OSC).

La méthodologie de travail a consisté à amener les parties prenantes impliquées à collaborer étroitement, à mener des analyses approfondies des pratiques actuelles de monitoring et à organiser des sessions de travail interactives.

Cette approche participative et collaborative pendant ces deux (2) jours d'atelier, a permis, à travers les travaux de groupes, de favoriser des partages d'idées et de rechercher collectivement des solutions innovantes.

Aussi, l'identification des critères pertinents et les améliorations à apporter pour mieux évaluer l'efficacité des actions publiques, se sont-elles traduites d'une part, par la présentation de l'exercice aux participants, et d'autre part, par la conduite des travaux en groupes de réflexion.

4.2. Réviser les critères généraux

Il s'agissait, à ce niveau d'implications des participants, de déterminer les critères généraux pertinents ou les améliorations à effectuer pour mieux évaluer l'efficacité des actions publiques dans la perspective de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Critères d'évaluation	Désignation du Responsable de l'information	Production du rapport	Evaluation de la qualité du rapport sur l'application du droit d'accès à l'information
Barème	10	3	7
Observations			

Sources CAIDP 2023

Classification du contenu du site web au sein de l'OP : La CAIDP propose un contenu évalué en fonction des documents ou informations-types à diffuser, regroupés en sept (7) catégories :

- Dépenses et finances publiques
- Identification de l'organisme
- Prestations et services offerts aux usagers
- Informations ou documents qui fixent les objectifs, déterminent les enjeux ou aident à la prise de décision
- Planification
- Documents relatifs au bilan organique
- Documents d'orientation de politiques et de programmes publics

1. Dépenses et finances publiques (46 / 65)

Critères d'évaluation	Budget	Etat d'exécution du budget	Plan de passation de marchés	Marchés publics passés	Etat d'exécution des marchés publics	Marchés programmés engageant le budget public que l'organisme entend contracter	Le résultat de la mise en œuvre des marchés programmés engageant le budget public que l'organisme entend contracter	Liste des engagements financiers et/ou budgétaires	Informations relatives à l'acquisition des biens et des services ainsi que les contrats avec les fournisseurs	Bilans financiers/ rapports financiers / analyses financières	Documents relatifs aux dons, legs des partenaires techniques et financiers (conventions de financement)
Barème	10	5	5	5	5	5	5	5	5	10	5
Observations											

2. Identification de l'organisme (15/15)

Critères d'évaluation	Présentation de la structure, des structures sous-tutelle et des grandes Directions	Organigramme de l'institution	L'identification des différents postes sur l'organigramme (préciser les noms à chaque poste)	Textes juridiques régissant la structure	Les contacts et la situation géographique à jour
Observations					

3. Prestations et services offerts aux usagers (30/30)

Critères d'évaluation	Missions organisme public, les prestations et services offerts aux usagers	Description procédures demande d'accès au service public	Description procédures utilisées par les agents dans le cadre de la fourniture de prestation de services aux usagers notamment les manuels de procédures
Observations			

4. Informations ou documents qui fixent les objectifs, déterminent les enjeux ou aident à la prise de décision **(4/10)**

Critères d'évaluation	Notes d'orientations / Politiques	Foires aux questions / réseaux sociaux
Barème	6	4
Observations		

5. Planification **(13/15)**

Critères d'évaluation	Plan d'action	Plan de travail annuel budgétisé	Projets/Programmes
Barème	5	5	5
Observations			

6. Documents relatifs au bilan organique **(13/20)**

Critères d'évaluation	Rapports annuels /Performance	Communiqués / notes de service / notes d'information;	Comptes rendus/ procès-verbaux / rapports d'activités;	Rapports d'audit	Statistiques / chiffres	Rapports d'études	Arrêtés / décisions / délibérations
Barème	2	2	2	3	4	5	2
Observations							

7. Documents d'orientation de politiques et de programmes publics **(4/5)**

Critères d'évaluation	Documents cadres de politiques sociales, économiques, sanitaires, environnementales, éducatives ou sécuritaires	Référentiels de formation
Barème	2	3
Observations		

Sources CAIDP 2023

4.3. Elaborer une typologie de critères spécifiques dans les organismes publics du secteur agricole et des transports

A travers cette typologie, des propositions de nouveaux critères spécifiques, qui tiennent compte du caractère particulier de chaque entité publique, sont attendues.

INFORMATIONS SPECIFIQUES: AGRICULTURE

IDENTIFICATION DES SPÉCIFICITÉS DU SECTEUR D'ACTIVITÉS:

Cible(s) / Interlocuteur(s): Population ivoirienne

Termes clefs du secteur d'activité: Production agricoles, vivriers, élevages, industrie, terre cultivable, météo, recherche agricole, formation, transformation;

Année: 20..

Vision : Subvenir aux besoins des populations à travers une agriculture locale forte et efficace

Critères	Observation	Notation
----------	-------------	----------

Budget
(40) :

• Montant global (5) : 250 milliards FCFA		
• Montant par secteurs clefs :		
○ Fonctionnements ; (5) : 120 milliards		
○ Investissements : (30) 20 milliards FCFA		
○ Programmes / Projets structurants 110 milliards FCFA		

Programmes/projets structurants en cours (Préciser) (40)

○ Programme de modernisation infrastructures agricoles : 80 milliards		
○ Programme de formation agricole : 2 milliards		
○ Programmes de réhabilitation des centres de recherches agronomiques : 10 milliards		
• Besoins : 1 programme de construction d'infrastructures routières (Avec Ministère de Transports)		

Indicateurs spécifiques (60) :

1. Cibles potentiels : (20) 28 millions de personnes		
2. Capacité de traitement de la cible (selon des installations ou infrastructures actuelles) : 14 millions de personnes		
3. Usagers réels (utilisateurs) : 20 millions de personnes		
4. Termes clefs (Tailles / effectifs / Nombres) :		
(Lister au moins 4 Termes clefs sauf : Locaux / Bâtiments / Etablissements / véhicules / Equipements)		
a. Production agricole totale : 200 milliards CFA		
b. Production vivrières : Tomate : Tomate : 40 millions de T (40 milliards CFA) / Oignon : 55 millions de T (50 milliards CFA) ... Manioc, Banane...		
c. Production commerciale : Café 2,4 millions de T (800 milliards CFA) / Cacao 9,2 millions de T (650 milliards CFA)		
d. Production animales : Bœufs ; 92,2 millions de T (680 milliards CFA) / poulets ; 92,2 millions de T (680 milliards CFA) /... Cabri, Mouton...		
e. Production Halieutiques : 29,2 millions de T (250 milliards CFA)		
f. Transformation locale : 80 milliards CFA ;(Huile de palme, Beurre de cacao, Chocolat, charcuterie...)		
g. Superficie des terres cultivables : 50 000 km²		
5. Besoins spécifiques ; (20) :		
1 Projet de substitution au Blé; Production agricole totale : 500 milliards CFA ; Importation : 60 % de la production agricole		

Infrastructures générales (60) :

(infrastructures propres)

• Nombre de locaux / Bâtiments / Etablissements (*spécialisés /techniques ou non) :		
Propre : Siège : 1 immeuble R+10 au Plateau ;		
1 Centre National de Recherche Agronomique (CNRA)		
25 écoles de formation agricole		
• Nombre de véhicules (*spécialisés) : 300 berlines ; 80 véhicules 4x4 ; 50 cars		
• Nombre d'équipements spécialisés /techniques (*OP concernés) :		
10 cars école		
Besoins : 40 véhicules 4x4		

(infrastructures du secteur)

• Nombre de locaux / Bâtiments / Etablissements (*spécialisés /techniques ou non) :		
Nombre d'établissements de formation agricole: 500 ;		
• Nombre de véhicules (*spécialisés) : 1000 motos / 500 véhicule type 4x4		
• Nombre d'équipements spécialisés /techniques (*OP concernés) :		
3 Serveurs de formation à distance ; 1 applications ;		
• Besoins : 15 000 établissements de formation professionnelle et 5 600 établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur.		
Construction de 100 km de routes agricoles		
Industrie de Transformation agricole (Viande, juile...)		

Ressources humaines (55) :

(RH propres)

• Effectif travailleurs total : 5 000 fonctionnaires		
• Nombre travailleurs spécialisés / cadres dans le secteur (Techniciens, ingénieur, Enseignants) : 100 agents cadres ; 100 docteurs ; 150 ingénieurs ...		
Nombre besoins travailleurs (spécialisés / cadres dans le secteur) 300 agents cadres ; 500 docteurs ; 250 ingénieurs ; 1 000 000 fonctionnaires enseignants ...		

(RH du secteur)

• Effectif travailleurs total : 8 050 000 travailleurs		
• Nombre travailleurs spécialisés / cadres dans le secteur (Techniciens, ingénieur, Enseignants) : 250 000 agriculteurs ; 5 000 professeurs agricole / 18 000 formateurs ...		
Nombre besoins travailleurs (spécialisés / cadres dans le secteur) / 12 000 formateurs d'enseignement professionnel ...		

Accessibilité et qualité de service (20) :

(données propres)

• Nombre de moyens d'accès au service : En présentiel ; 2 services en ligne (Prise de RDV ; Consultation à distance)		
• Cout moyen du service gratuit / personnes		
• Temps d'attente / Durée moyenne d'une procédure : 2 jours		
Nombre de certification / norme / convention : - (données du secteur)		
• Nombre de moyens d'accès au service : En présentiel ;		
• Cout moyen du service 60 000 / personne / mois		
• Temps d'attente / Durée moyenne d'une procédure : -		
• Nombre de certification / norme / convention : -		
-		
Chiffres d'affaires ou recette de l'OP (OP concernés) : 1050 milliards		

Résultats :

Indicateurs spécifiques (50)

• Taux / nombre de cibles traités / améliorés / satisfaits : 60% de la population autosuffisante		
• Taux / Nombre relatifs aux termes clefs traités / améliorés / satisfaits :		
Production agricole / Production vivrières / Production commerciale / Production animale / Production halieutique		
40% des objectifs visés / 50% des besoins / 55% des besoins / 80% des besoins		
• Transformation locale : 40% de la production ;		
• Nombre d'agri - entrepreneurs : 2 000;		
• Profit/ Bénéfice réalisés de l'OP (OP concernés) : 230 milliards		

INFORMATIONS SPECIFIQUES: TRANSPORTS

IDENTIFICATION DES SPÉCIFICITÉS DU SECTEUR D'ACTIVITÉS :

Cible(s) / Interlocuteur(s) : La population ivoirienne

Termes clefs du secteur d'activité : voie (routière, ferrée, maritime, aérienne), Moyens de transport, véhicule de transport, embouteillage, sécurité routière;

Année : 20...

Vision : Améliorer l'accessibilité, la sécurité et l'efficacité des transports pour répondre aux besoins des populations et soutenir le développement économique du pays (Routier, ferroviaire, maritime, aérien)

Critères	Observation	Notation
Budget (40) :		
• Montant global (5) : 300 milliards		
• Montant par secteurs clefs :		
○ Fonctionnements ; (5) : 120 milliards		
○ Investissements : (30) 50 milliards		
○ Programmes / Projets structurants 130 milliards		

Programmes/projets structurants en cours (Préciser) (40)

• Programme de modernisation infrastructures routière : Construction de 3 ponts ; 5 échangeurs...;80 milliards		
• Projet de permis à point ; 80 milliards		
• 1 Projet de construction du 5ème pont ; 80 milliards		
• Programme de modernisation infrastructures maritime (Construction de 2 ports Abidjan, San-Pedro) ; 80 milliards		
• Programme de modernisation infrastructures aérien (Construction de 2 aéroports Abidjan, San-Pedro) : 80 milliards		
• Besoins : 1 Programme de modernisation infrastructures ferroviaire :		
○ 1 projet de construction voie ferrée Abidjan-Noé80 milliards		
○ 1 projet de restauration de voie ferrée Abidjan-Bouaké 80 milliards		

Indicateurs spécifiques (60) :

1. Cibles potentiels : 28 millions de personnes		
2. Capacité de traitement de la cible : 15 millions d'utilisateurs / jours		
3. Nombre usagers réels (utilisateurs) : 23 millions d'utilisateurs / jours		
1. Nombre d'utilisateurs de la route / voie ferrée / voie marine / voie aérienne : 9 / 3 / 4 / 7 millions		
(Lister au moins 2 Termes clefs sauf : Locaux / Bâtiments / Etablissements / véhicules / Equipements)		

4. Termes clefs (Tailles / effectifs / Nombres) : Voies / Moyens / Embouteillage / Sécurité

1. Etendue voie routière / voie ferrée / voie marine / voie aérienne : 150 / 100 / 10 mille Km / 322 462 km²		
2. Nombre de moyens de transports routier / ferré / marin / aérien : 4 moyens routiers : Taxi-mini car- autobus-VTC / 1 ferré : Train / 1 marine : bateau / 2 aériens : Avion- Hélicoptère		
3. Nombre d'embouteillages : 500 en moyens / jours dans les grandes villes - durée : 4h ;		
4. Nombre d'accidents : 10 000 / jours ; Nombre d'infractions : 1 000 / jours		
5. Besoins spécifiques ; (20) :		
▪ Etendue voie routière / voie ferrée : 10 mille Km / 90 mille Km		
▪ Nombre de moyens de transports ferré / marin / aérien : Tramway-métro / Porte-conteneurs / Drone		

Infrastructures générales (60) :

(infrastructures propres)

• Nombre de locaux / Bâtiments / Etablissements (*spécialisés /techniques ou non) :		
Propre : 5 appartements : Siège ; / 25 directions régionales ;		
• Nombre de véhicules (*spécialisés) :		
Propre : 40 berlines ; 15 véhicules 4x4		
• Nombre d'équipements spécialisés /techniques (*OP concernés) :		
Propre : 0		
• Besoins : Propre :		
2 Navires		

(infrastructures du secteur)

• Nombre de locaux / Bâtiments / Etablissements (*spécialisés /techniques ou non) :		
Secteur : Centres de visite technique : 25		
• Nombre de véhicules (*spécialisés) :		
Secteur : Nombre de véhicules de transports routier / ferré / marin / aérien : 8000 Taxis- 900 mini cars- 1000 autobus- 500 VTC / 8 Trains / 18 bateaux / 15 Avions- 10 Hélicoptères		
• Nombre d'équipements spécialisés /techniques (*OP concernés) :		
Secteur : 10 Grues à Portique		
• Besoins : Secteur : Nombre de Mini-car: 8000 / an (voie routière) ; 15 Porte-conteneur (voie maritime) ;		

Ressources humaines (55) :

(RH propres)

• Effectif travailleurs total :		
Siège : 150 ; / directions régionales :300 ;		
• Nombre travailleurs spécialisés / cadres dans le secteur (Techniciens, ingénieur, Enseignants) :		
250 techniciens spécialisés (mécanique/électronique) / 80 ingénieurs / 5 docteurs		
▪ Nombre besoins travailleurs (spécialisés / cadres dans le secteur)		
50 techniciens spécialisés (mécanique/électronique) / 25 ingénieurs / 50 docteurs		

(RH du secteur)

• Effectif travailleurs total :		
<u>Secteur</u> : transports routier : 2 000 000 / ferré : 2 000 / marin : 1500 / aérien : 230		
• Nombre travailleurs spécialisés / cadres dans le secteur (Techniciens, ingénieur, Enseignants) :		
<u>Secteur</u> : 100 000 chauffeurs (taxi / bus / VTC) / 150 000 Mini-car		
• Nombre besoins travailleurs (spécialisés / cadres dans le secteur)		
<u>Secteur</u> : 10 000 chauffeurs (taxi / bus) / 10 000 Mini-car		

Accessibilité et qualité de service (20) :

(données propres)

• Nombre de moyens d'accès au service :		
<u>Propre</u> : En présentiel + 1 service en ligne (Enregistrement PC à points)		
• Cout moyen du service		
<u>Propre</u> : Gratuit (Enregistrement PC à points)		
• Temps d'attente / Durée moyenne d'une procédure :		
<u>Propre</u> : 3 jours en moyenne (pour une procédure)		
• Nombre de certification / norme / convention :		
<u>Propre</u> : -		

(données du secteur)

• Nombre de moyens d'accès au service :		
<u>Secteur</u> : Demande manuelle ; demande via application mobile		
• Cout moyen du service		
<u>Secteur</u> : 850 F / km parcourus		
• Temps d'attente / Durée moyenne d'une procédure :		
<u>Secteur</u> : 30 mn en moyenne d'attente d'un moyen de transport		
• Nombre de certification / norme / convention :		
<u>Secteur</u> : -		

Chiffres d'affaires ou recette de l'OP (OP concernés) : 1050 milliards		
--	--	--

Résultats :

Indicateurs spécifiques (50)

• Taux / nombre de cibles traités / améliorés / satisfaits : saturé à 30%		
• Taux / Nombre relatifs aux termes clefs traités / améliorés / satisfaits :		
• Voies / Moyens / Embouteillage / Sécurité		
150 km de voies construites / 1 moyens de transports créé : VTC / En baisse de 10% / En baisse de 25 %		
• Profit/ Bénéfice réalisés de l'OP (OP concernés) : 530 milliards		

5. RESULTATS ATTEINTS

Le Monitoring actuel permet de diffuser de manière proactive les mêmes types d'informations communes à l'ensemble des organismes publics tels que les documents de dépenses et finances, les documents relatifs à la planification, les documents relatifs au bilan organique etc.

5.1. Présentation d'une typologie actualisée au niveau des OP :

- Révisions des critères généraux : de nouveaux critères généraux plus pertinents permettant de mieux évaluer l'efficacité des actions publiques dans la perspective de l'amélioration des conditions de vie des populations, sont proposés
- Propositions des informations spécifiques complémentaires : de nouveaux critères spécifiques qui tiennent compte du caractère particulier de chaque entité publique
- Réaffectation et proposition des notations des critères généraux et spécifiques

5.2. Présentation d'une matrice consensuelle, base de l'amélioration de l'outil de collecte des données à rechercher au sein des OP :

AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

CRITERES RELATIFS AU MONITORING DES SITES WEB DES ORGANISMES PUBLICS

Evaluation préalable

Afin d'améliorer le processus de mise à disposition des documents ou informations publics, la CAIDP, cette année évalue préalablement l'environnement au sein de chaque organisme public, qui doit être structuré et propice à favoriser l'accès des usagers à l'information et aux documents d'intérêt public. Cela consiste à déterminer l'état des points suivants :

Critères d'évaluation	Désignation du Responsable de l'information	Qualité du Responsable	Production du rapport	Evaluation de la qualité du rapport sur l'application du droit d'accès à l'information
Barème	10	7	3	7
Observations	4 (La loi désigne un responsable)	6 La gestion de l'information est primordiale et fondamentale, la connaissance de l'outil informatique et des réseaux sociaux	6	4

Classification du contenu du site web ...ci / gouv.ci / ...ci

Le contenu du site web ...gouv.ci a été évalué en fonction de documents ou informations types à diffuser proactivement, regroupés en sept (7) catégories :

1. Dépenses et finances publiques (65 / 65)

Critères d'évaluation	Budget	Etat d'exécution du budget	Plan de passation de marchés	Marchés publics passés	Etat d'exécution des marchés publics	Marchés programmés engageant le budget public que l'organisme entend contracter	Le résultat de la mise en œuvre des marchés programmés engageant le budget public que l'organisme entend contracter	Liste des engagements financiers et/ou budgétaires	Informations relatives à l'acquisition des biens et des services ainsi que les contrats avec les fournisseurs	Bilans financiers / rapports financiers / analyses financières	Documents relatifs aux dons, legs des partenaires techniques et financiers (conventions de financement)
Barème	10	5	5	5	5	5	5	5	5	10	5
Observations	8									12	

2. Identification de l'organisme (15/15)

Critères d'évaluation	Présentation de la structure, des structures sous-tutelle et des grandes Directions	Organigramme de l'institution	L'identification des différents postes sur l'organigramme (préciser les noms à chaque poste)	Textes juridiques régissant la structure	Les contacts et la situation géographique à jour
Baremes	3	2	3	4	3
Observations	Mise à jour des informations relatives aux différents critères				

3. Prestations et services offerts aux usagers (30/30)

Critères d'évaluation	Missions organisme public, les prestations et services offerts aux usagers	Description procédures demande d'accès au service public	Description procédures utilisées par les agents dans le cadre de la fourniture de prestation de services aux usagers notamment les manuels de procédures
Baremes	12	10	8
Observations			

4. Informations ou documents qui fixent les objectifs, déterminent les enjeux ou aident à la prise de décision **(10/10)**

Critères d'évaluation	Notes d'orientations / Politiques	Foires aux questions / réseaux sociaux
Barème	6	4
Observations	6	4

5. Planification **(15/15)**

Critères d'évaluation	Plan d'action	Plan de travail annuel budgétisé	Projets/Programmes
Barème	7	5	5
Observations	Plan stratégique 7	5	3

6. Documents relatifs au bilan organique **(20/20)**

Critères d'évaluation	Rapports annuels /Performanc e	Communiqués / notes de service / notes d'information;	Comptes rendus/ procès-verbaux / rapports d'activités;	Rapports d'audit	Statistique s / chiffres	Rapports d'étude s	Arrêtés / décisions / délibérations
Barème	2	2	2	3	4	5	2
Observations	2	1	1	4	4	5	3

7. Documents d'orientation de politiques et de programmes publics **(5/5)**

Critères d'évaluation	Documents cadres de politiques sociales, économiques, sanitaires, environnementales, éducatives ou sécuritaires	Référentiels de formation
Barème	2	3
Observations	2	3

TRANSPORT ET INFRASTRUCTURES ROUTIERES

CRITERES RELATIFS AU MONITORING DES SITES WEB DES ORGANISMES PUBLICS

Evaluation préalable

Afin d'améliorer le processus de mise à disposition des documents ou informations publics, la CAIDP, cette année évalue préalablement l'environnement au sein de chaque organisme public, qui doit être structuré et propice à favoriser l'accès des usagers à l'information et aux documents d'intérêt public. Cela consiste à déterminer l'état des points suivants :

Critères d'évaluation	Désignation du Responsable de l'information	Production du rapport	Evaluation de la qualité du rapport sur l'application du droit d'accès à l'information
Barème	10 (RAS)	3 (5)	7 (5)
Observations	<ul style="list-style-type: none">- il se pose le problème de critère du Responsable de l'information, est ce celui qui collecte les informations ou celui qui la met en ligne ?- Quel est l'acte de désignation ? R : la LOIS N 2013 – 867 du 23 décembre 2013 qui propose la désignation d'un Responsable chargé de l'information . possibilité	Le rapport doit être produit avant l'appréciation de la qualité	

Classification du contenu du site web ...ci / gouv.ci / ...ci

Le contenu du site web ...gouv.ci a été évalué en fonction de documents ou informations types à diffuser proactivement, regroupés en sept (7) catégories :

1. Dépenses et finances publiques (65 / 65)

Critères d'évaluation	Budget	Etat d'exécution du budget	Plan de passation de marchés	Marchés publics passés	Etat d'exécution des marchés publics	Marchés programmés engageant le budget public que l'organisme entend contracter	Le résultat de la mise en œuvre des marchés programmés engageant le budget public que l'organisme entend contracter	Liste des engagements financiers et/ou budgétaires	Informations relatives à l'acquisition des biens et des services ainsi que les contrats avec les fournisseurs	Bilans financiers/ rapports financiers / analyses financières	Documents relatifs aux dons, legs des partenaires techniques et financiers (conventions de financement)
Barème	10	5	5	5	5	5	5	5	5	10	5
Observations	(RAS)	(RAS)	(RAS)	(RAS)	(RAS)	(RAS)	(RAS)	(RAS)	(RAS)	(RAS)	(RAS)

2. Identification de l'organisme (15/15)

Critères d'évaluation	Présentation de la structure, des structures sous-tutelle et des grandes Directions	Organigramme de l'institution	L'identification des différents postes sur l'organigramme (préciser les noms à chaque poste)	Textes juridiques régissant la structure	Les contacts et la situation géographique à jour
Barème	3	2	4 (02)	3	3 (05)
Observations	(RAS)	(RAS)	Pas pertinent de mettre les Noms à chaque poste car il pourra avoir des remaniements.	(RAS)	Actualiser les contacts périodiquement

3. Prestations et services offerts aux usagers (30/30)

Critères d'évaluation	Missions organisme public, les prestations et services offerts aux usagers	Description, procédures demande d'accès au service public	Description procédures utilisées par les agents dans le cadre de la fourniture de prestation de services aux usagers notamment les manuels de procédures
Barème	10	10	10
Observations	Tous ces points sont très pertinents		

4. Informations ou documents qui fixent les objectifs, déterminent les enjeux ou aident à la prise de décision **(10/10)**

Critères d'évaluation	Notes d'orientations / Politiques	Foires aux questions / réseaux sociaux
Barème	6	4
Observations		Les réseaux sociaux sont des facteurs digitaux qui permettent de faire passer les informations plus rapidement

5. Planification **(15/15)**

Critères d'évaluation	Plan d'action Projets/Programmes	Plan de travail annuel budgétisé Plan d'action	Projets/Programmes Plan de travail annuel budgétisé
Barème	5 (07)	5 (04)	5 (04)
Observations	Les projets et programmes déterminent les autres plans d'action donc doivent être plus priorités		

6. Documents relatifs au bilan organique **(20/20)**

Critères d'évaluation	Rapports annuels /Performance	Communiqués / notes de service / notes d'information;	Comptes rendus/ procès-verbaux / rapports d'activités;	Rapports d'audit	Statistiques / chiffres Données statistiques du Bilan annuel des activités	Rapports d'études – Projets	Arrêtés / décisions / délibérations / Lois et décrets / Ordonnances
Barème	2	2	2	3	4	5	2
Observations							

7. Documents d'orientation de politiques et de programmes publics **(5/5)**

Critères d'évaluation	Documents cadres de politiques sociales, économiques, sanitaires, environnementales, éducatives ou sécuritaires	Référentiels de formation
Barème	2	3
Observations	RAS	

Recommandations :

- Actualiser les sites web des données générale des Organismes publics ;

COMMENTAIRES DES CRITERES GENERAUX : Ces commentaires résument les résultats des travaux des deux (2) groupes.

1. *Au niveau de l'évaluation préalable* : il s'agit principalement de l'environnement global de l'accès à l'information au sein des organismes publics.

- Il est à noter une proposition très variable selon les groupes en termes de notation des critères, en justifiant ces changements ;
- Une quatrième colonne (qualité du responsable) est proposée par le groupe « Agriculture et Développement Rural » afin de renforcer *l'évaluation préalable*, après la désignation du *responsable de l'information*.

2. *Au niveau de la classification du contenu du site WEB* : Il ressort de cette classification, sept (7) points relatifs aux informations-types à diffuser.

Les différents groupes ont retenu et maintenu les sept (7) points présentés par la CAIDP avec cependant un certain nombre d'observations :

- Des changements dans l'affectation des notations de certaines informations-types à diffuser ; il ressort également beaucoup d'accord avec la CAIDP sur les notations, traduisant le partage de la pertinence des points et des notes ;
- Certaines informations sont reformulées pour une meilleure compréhension dans un contexte précis ;
- Des tableaux avec des informations sans appréciations préalables par la CAIDP ont été notés et classés ;
- Quelques recommandations en direction des Organismes Publics ont été mentionnées par les deux (2) groupes.

PRESENTATION DES CRITERES SPECIFIQUES

Volet secteur agricole

INFORMATIONS SPECIFIQUES : AGRICULTURE

IDENTIFICATION DES SPÉCIFICITÉS DU SECTEUR D'ACTIVITÉS:

Cible(s) / Interlocuteur(s): Population ivoirienne

Termes clefs du secteur d'activité: Production agricoles, vivriers, élevages, industrie, terre cultivable, météo, recherche agricole, formation, transformation;

Année: 20..

Vision : Subvenir aux besoins des populations à travers une agriculture locale forte et efficace

Critères	Observation	Notation
Budget (40) :		
• Montant global (5) : 250 milliards FCFA	• Montant global (5)	5
• Montant par secteurs clefs :	• Montant par secteurs clefs :	
○ Fonctionnements ; (5) : 120 milliards	○ Fonctionnements ; (5) :	5
○ Investissements : (30) 20 milliards FCFA	○ Investissements : (15)	15
○ Programmes / Projets structurants 110 milliards FCFA	○ Programmes / Projets structurants (15)	15

Programmes/projets structurants en cours (Préciser) (40)

○ Programme de modernisation infrastructures agricoles : 80 milliards	○ Programme de modernisation infrastructures agricoles	5
○ Programme de formation agricole : 2 milliards	○ Programme de formation agricole :	5
○ Programmes de réhabilitation des centres de recherches agronomiques : 10 milliards	○ Programmes de réhabilitation des centres de recherches agronomiques :	5
• Besoins : 1 programme de construction d'infrastructures routières (Avec Ministère de Transports)	Programme National de changement Climatique	5
	PNIA 2: Programme National d'Investissement Agricole	10
	PIF: Programme d'Investissement Forestier	10

Indicateurs spécifiques (60) :

1. Cibles potentiels : (20) 28 millions de personnes		
2. Capacité de traitement de la cible (selon des installations ou infrastructures actuelles) : 14 millions de personnes		
3. Usagers réels (utilisateurs) : 20 millions de personnes		
4. Termes clefs (Tailles / effectifs / Nombres) :		
(Lister au moins 4 Termes clefs sauf : Locaux / Bâtiments / Etablissements / véhicules / Equipements)		
a. Production agricole totale : 200 milliards CFA		
b. Production vivrières : Tomate : 40 millions de T (40 milliards CFA) / Oignon : 55 millions de T (50 milliards CFA) ... Manioc, Banane...	b-Production culture vivrières	
c. Production commerciale : Café 2,4 millions de T (800 milliards CFA) / Cacao 9,2 millions de T (650 milliards CFA)	c-Production des cultures pérènes et non pérènes	
d. Production animales : Bœufs ; 92,2 millions de T (680 milliards CFA) / poulets ; 92,2 millions de T (680 milliards CFA) /... Cabri, Mouton...		
e. Production Halieutiques : 29,2 millions de T (250 milliards CFA)		
f. Transformation locale : 80 milliards CFA ;(Huile de palme, Beurre de cacao, Chocolat, charcuterie...)		
g. Superficie des terres cultivables : 50 000 km²	H-Superficie des parcs et réserves	
5. Besoins spécifiques ; (20) :		
1 Projet de substitution au Blé; Production agricole totale : 500 milliards CFA ; Importation : 60 % de la production agricole		

Infrastructures générales (60) :

(infrastructures propres)

• Nombre de locaux / Bâtiments / Etablissements (*spécialisés /techniques ou non) :		
Propre : Siège : 1 immeuble R+10 au Plateau ;		
1 Centre National de Recherche Agronomique (CNRA)		
25 écoles de formation agricole		
• Nombre de véhicules (*spécialisés) : 300 berlines ; 80 véhicules 4x4 ; 50 cars		
• Nombre d'équipements spécialisés /techniques (*OP concernés) :		
10 cars école		
Besoins : 40 véhicules 4x4		

(infrastructures du secteur)

• Nombre de locaux / Bâtiments / Etablissements (*spécialisés /techniques ou non) :		
Nombre d'établissements de formation agricole: 500 ;		
• Nombre de véhicules (*spécialisés) : 1000 motos / 500 véhicule type 4x4		
• Nombre d'équipements spécialisés /techniques (*OP concernés) :		
3 Serveurs de formation à distance ; 1 applications ;		
• Besoins : 15 000 établissements de formation professionnelle et 5 600 établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur.		
Construction de 100 km de routes agricoles		
Industrie de Transformation agricole (Viande, juile...)		

Ressources humaines (55) :

(RH propres)

• Effectif travailleurs total : 5 000 fonctionnaires		
• Nombre travailleurs spécialisés / cadres dans le secteur (Techniciens, ingénieur, Enseignants) : 100 agents cadres ; 100 docteurs ; 150 ingénieurs ...		
Nombre besoins travailleurs (spécialisés / cadres dans le secteur) 300 agents cadres ; 500 docteurs ; 250 ingénieurs ; 1 000 000 fonctionnaires enseignants ...		

(RH du secteur)

• Effectif travailleurs total : 8 050 000 travailleurs		
• Nombre travailleurs spécialisés / cadres dans le secteur (Techniciens, ingénieur, Enseignants) : 250 000 agriculteurs ; 5 000 professeurs agricole / 18 000 formateurs ...		
Nombre besoins travailleurs (spécialisés / cadres dans le secteur) / 12 000 formateurs d'enseignement professionnel ...		

Accessibilité et qualité de service (20) :

(données propres)

• Nombre de moyens d'accès au service : En présentiel ; 2 services en ligne (Prise de RDV ; Consultation à distance)		
• Cout moyen du service gratuit / personnes		
• Temps d'attente / Durée moyenne d'une procédure : 2 jours		
Nombre de certification / norme / convention : -		
(données du secteur)		
• Nombre de moyens d'accès au service : En présentiel ;		
• Cout moyen du service 60 000 / personne / mois		
• Temps d'attente / Durée moyenne d'une procédure : -		
• Nombre de certification / norme / convention : -		
Chiffres d'affaires ou recette de l'OP (OP concernés) : 1050 milliards		

Résultats :

Indicateurs spécifiques (50)

• Taux / nombre de cibles traités / améliorés / satisfaits : 60% de la population autosuffisante		
• Taux / Nombre relatifs aux termes clefs traités / améliorés / satisfaits :		
Production agricole / Production vivrières / Production commerciale / Production animale / Production halieutique		
40% des objectifs visés / 50% des besoins / 55% des besoins / 80% des besoins		
• Transformation locale : 40% de la production ;		
• Nombre d'agri - entrepreneurs : 2 000;		
• Profit/ Bénéfice réalisés de l'OP (OP concernés) : 230 milliards		

Volet transport et infrastructures routières

INFORMATIONS SPECIFIQUES : TRANSPORTS

IDENTIFICATION DES SPÉCIFICITÉS DU SECTEUR D'ACTIVITÉS :

Cible(s) / Interlocuteur(s) : La population ivoirienne

Termes clefs du secteur d'activité : voie (routière, ferrée, maritime, aérienne), Moyens de transport, véhicule de transport, embouteillage, sécurité routière;

Année : 20...

Vision : Améliorer l'accessibilité, la sécurité et l'efficacité des transports pour répondre aux besoins des populations et soutenir le développement économique et **Social du pays en passant par les projets de modernisation du Secteur Routier, ferroviaire, maritime, aérien.**

Critères	Observation	Notation
----------	-------------	----------

Budget (40) :

• Montant global (5) : 300 milliards		5
○ Fonctionnements ; (5) : 120 milliards		5
○ Investissements : (30) 50 milliards		5
○ Programmes / Projets structurants 130 milliards		5
• Montant par secteurs clefs :		
Montant secteur routier		5
Programmes / Projets structurants	Ponts; Construction et entretien routier; securisation des emprises; Echangeurs; Peage.	
Montant secteur ferroviaire		5
Montant secteur Maritime		5
Programmes / Projets structurants		
Montant secteur Aérien		5
Programmes / Projets structurants		

Programmes/projets structurants en cours (Préciser) (40)

• Programme de modernisation et d'extention des infrastructures routière : (Construction de 3 ponts ; 5 échangeurs...;80 milliards - pas nécessaire)		10
• <u>Projet de permis à point ; 80 milliards (à supprimer)</u>		
• <u>1 Projet de construction du 5ème pont ; 80 milliards (à supprimer)</u>		
projet de mobilité Hurbain d'Abidjan (construction ligne BRT entre Yopougon et Bingerville et la ligne BRT Boulevard latrille)		5
• Programme de modernisation et d'extention des infrastructures maritime et portuaire (Construction de 2 ports Abidjan, San-Pedro) ; 80 milliards - programme de construction du Port sec de Ferkessedougou.		5
• Programme de modernisation et d'extention des infrastructures aérienne (Construction de 2 aéroports Abidjan, San-Pedro, Korhogo ; Odiéné; Bouaké; Yamoussoukro) : 80 milliards		5
• Besoins : un Programme de modernisation d'infrastructures ferroviaire :		5
○ <u>1 projet de construction voie ferrée Abidjan-Noé 80 milliards (à supprimer)</u>		
○ 1 projet de restauration de voie ferrée Abidjan-Bouaké 80 milliards (à supprimer)		
Projet de construction de la ligne 01 du metro d'Abidjan		10

Indicateurs spécifiques (60) :

1. Cibles potentiels : 28 millions de personnes à transporter		15
2. Capacité de traitement de la cible par jour : 15 millions d'utilisateurs / jours		15
3. Nombre usagers réels (utilisateurs) par jour: 23 millions d'utilisateurs / jours	(préciser par secteur)	15
1. Nombre d'utilisateurs de la route / voie ferrée / voie marine / voie aérienne par jour : 9 / 3 / 4 / 7 millions		
(Lister au moins 2 Termes clefs sauf : Locaux / Bâtiments / Etablissements / véhicules / Equipements)		

4. Termes clefs (Tailles / effectifs / Nombres) : Voies / Moyens / Embouteillage / Sécurité

15

1. Etendue voie routière / voie ferrée / voie marine / voie aérienne : 150 / 100 / 10 mille Km / 322 462 km²	RAS	
2. Nombre de moyens de transports routier / ferré / marin / aérien : 4 moyens routiers : Taxi-mini car- autobus-VTC - <u>Moto</u> - tricycle / 1 ferré : Train / 1 marine : bateau / 2 aériens : Avion- Hélicoptère		
3. Nombre d'embouteillages 'à reformuler - ex: nombre de voix embouteillée): 500 en moyens / jours dans les grandes villes - durée : 4h ;		
4. Nombre d'accidents : 10 000 / jours ;		
<u>5. Nombre d'infractions : 1 000 / jours</u>		
5. Besoins spécifiques ; (20) :		
▪ Etendue voie routière / voie ferrée : 10 mille Km / 90 mille Km		5
▪ <u>accroître et diversifier les</u> moyens de transports ferré / marin / aérien : Tramway-métro / Porte-conteneurs / Drone		5
<u>extention des voies fluvio - lagunaire</u>		10

Infrastructures générales (60) :

(infrastructures propres)

• Nombre de locaux / Bâtiments / Etablissements (*spécialisés /techniques ou non) :		10
<u>Propre</u> : 5 appartements : Siège ; / 25 directions régionales ;		
• Nombre de véhicules (*spécialisés) :		10
<u>Propre</u> : 40 berlines ; 15 véhicules 4x4		
• Nombre d'équipements spécialisés /techniques (*OP concernés) :		5
<u>Propre</u> : 0		
• Besoins : <u>Propre</u> :		5
<u>2 Navires</u>		
<u>construction de garres routières modernisées</u>		

(infrastructures du secteur)

• Nombre de locaux / Bâtiments / Etablissements (*spécialisés /techniques ou non) :		5
Secteur : Centres de visite technique, centre de gestion intégré; Centres de visite technique mobile; nombre de guichet unique; : 25		
• Nombre de véhicules (*spécialisés) :		5
Secteur : Nombre de véhicules de transports routier / ferré / marin / aérien : 8000 Taxis- 900 mini cars- 1000 autobus- 500 VTC / 8 Trains / 18 bateaux / 15 Avions- 10 Hélicoptères		
• Nombre d'équipements spécialisés /techniques (*OP concernés) :		5
Secteur : 10 Grues à Portique		
• Besoins : Secteur : Nombre de Mini-car: 8000 / an (voie routière) ; 15 Porte-conteneur (voie maritime) ;		5

Ressources humaines (55) :

(RH propres)

• Effectif travailleurs total :		10
Siège : 150 ; / directions régionales; Départementale :300 ;		
• Nombre travailleurs spécialisés / cadres dans le secteur (Techniciens, ingénieur, Enseignants) :		7
250 techniciens spécialisés (mécanique/électronique) / 80 ingénieurs / 5 docteurs	RAS	
▪ Nombre besoins travailleurs (spécialisés / cadres dans le secteur)	RAS	5
50 techniciens spécialisés (mécanique/électronique) / 25 ingénieurs / 50 docteurs	RAS	

(RH du secteur)

• Effectif travailleurs total :		10
<u>Secteur</u> : transports routier : 2 000 000 / ferré : 2 000 / marin : 1500 / aérien : 230	RAS	
• Nombre travailleurs spécialisés / cadres dans le secteur (Techniciens, ingénieur, Enseignants) :		7
<u>Secteur</u> : 100 000 chauffeurs (taxi / bus / VTC) / 150 000 Mini-car	RAS	
• Nombre besoins travailleurs (spécialisés / cadres dans le secteur)		6
<u>Secteur</u> : 10 000 chauffeurs (taxi / bus) / 10 000 Mini-car	RAS	
<u>Nombre d'employés direct et indirect dans les différentes infrastructures</u>		10

Accessibilité et qualité de service (20) :

(données propres)

• Nombre de moyens d'accès au service :		3
<u>Propre</u> : En présentiel 1 service en ligne (Enregistrement PC à points) <u>appel téléphonique</u>		
• Cout moyen du service		2
<u>Propre</u> : Gratuit <u>et payant</u> (Enregistrement PC à points)		
• Temps d'attente / Durée moyenne d'une procédure :		2
<u>Propre</u> : 3 jours en moyenne (pour une procédure)	<u>Difficile d'estimer</u>	
• Nombre de certification / norme / convention :		2
<u>Propre</u> : -		

(données du secteur)

• Nombre de moyens d'accès au service :		3
<u>Secteur</u> : Demande manuelle: Demande via application mobile: Demande appel		
• Cout moyen du service	<u>Estimation difficile; cependant il faudra améliorer</u>	2
<u>Secteur</u> : 850 F / km parcourus		
• Temps d'attente / Durée moyenne d'une procédure :		2
<u>Secteur</u> : 30 mn en moyenne d'attente d'un moyen de transport		
• Nombre de certification / norme / convention :		3
<u>Secteur</u> : -		

Chiffres d'affaires ou recette de l'OP (OP concernés) : 1050 milliards	N/A	1
---	-----	---

Résultats :

Indicateurs spécifiques (50)

• Taux / nombre de cibles traités / améliorés / satisfaits : saturé à 30%	RAS	10
• Taux / Nombre relatifs aux termes clefs traités / améliorés / satisfaits :		15
• Voies / Moyens / Embouteillage / Sécurité		15
150 km de voies construites / 1 moyens de transports créé : VTC / En baisse de 10% / En baisse de 25 %		
• Profit/ Bénéfice réalisés de l'OP (OP concernés) : 530 milliards		10

COMMENTAIRES DES INFORMATIONS SPECIFIQUES : Les deux (2) groupes de travail ont organisé leurs interventions sur les sept (7) indicateurs présentés par la CAIDP

A ce niveau, certaines observations ont été faites, notamment sur la reformulation de quelques rubriques et la proposition de nouvelles rubriques. Mais on note de façon générale que :

- Les notes ont été totalement affectées aux rubriques, à partir des notations globales données par la CAIDP ; ces notes ont été éclatées par les groupes pour une meilleure répartition entre les rubriques et les sous-rubriques ;
- Le groupe « Transport et Infrastructures Routières » a élargi la Vision du Secteur proposée par la CAIDP.

Au total, il ressort clairement que les exercices relatifs aux compléments d'informations à rechercher, proposés par la CAIDP, ont permis de rapprocher des entités différentes sur des réflexions communes dans l'amélioration des informations ciblées, à mettre à la disposition des populations. Ce travail de groupes peut être considéré comme une base de **Formation des participants issus des organisations professionnelles (OP) et de la société civile (OSC)**.

6. PERSPECTIVES

En termes de perspectives, et à l'issue des principaux résultats de l'atelier, il ressort globalement que les réflexions et les échanges devront se poursuivre pour consolider les acquis des représentants des différentes entités ayant participé aux travaux d'identification et d'accès aux informations d'intérêt public à mettre à la disposition des populations.

En gros, on pourrait retenir trois (3) propositions majeures en complément de ce qui a pu être développé lors de ces travaux en équipes : une nouvelle méthode d'évaluation pour le monitoring, la mise en place d'un cadre d'échange permanent et la constitution d'un jury de certification des résultats.

6.1.Élaborer une nouvelle méthode d'évaluation pour le monitoring 2.0

On pourrait élaborer cette nouvelle méthode d'évaluation à partir d'un certain nombre d'approches à développer, comme l'analyse des besoins et objectifs, la définition des critères d'évaluation, la définition de la méthode de collecte de données, l'évaluation continue et l'évaluation de l'impact.

6.2.Proposer un cadre d'échanges permanent

Ce cadre d'échange se fera entre les organisations de la société civiles (OSC) et les organismes publics (OP), sur les questions d'accès à l'information d'intérêt public. Le premier atelier a laissé entrevoir de réelles opportunités de rencontres et d'échanges autour de la question d'informations à mettre à la disposition des populations qui sont des demandeurs potentiels de données d'intérêt public.

Proposer un cadre d'échanges permanent serait une des premières options de rapprochement entre les différentes entités relativement à ces données à rechercher ou à mettre à disposition.

6.3. Proposer un jury et une méthode d'évaluation

Selon les projections de la CAIDP, Il demeure nécessaire de proposer et de déterminer la composition d'un jury multi-experts chargé d'une mission de certification des résultats d'évaluation de plus de 300 organismes publics chaque année.

Au total, ces trois (3) propositions majeures greffées à l'identification et à l'approfondissement des critères généraux et spécifiques des informations à mettre à la disposition des demandeurs, représentés par les membres de la société civile, ont orienté le consultant du présent atelier à proposer quelques pistes de recherche à explorer.

Cette proposition en appui au présent rapport fait ressortir ***Quelques Approches et Suggestions pour orienter les Echanges et les perspectives.***

Il s'agit principalement des propositions pour le renforcement des capacités des participants à l'atelier au niveau des différents points de discussion et d'échanges :

- *Identification des entités publiques relevant du secteur agricole et observations après analyse des différents sites WEB*
- *Détermination de critères généraux pertinents ou améliorations à effectuer pour mieux évaluer l'efficacité des actions publiques dans la perspective de l'amélioration des conditions de vie des populations*
- *Proposition de nouveaux critères spécifiques qui tiennent compte du caractère particulier de chaque entité publique relevant du secteur agricole*
- *Elaboration d'une nouvelle méthode d'évaluation pour le monitoring 2.0*
- *Proposition d'un cadre d'échanges permanent entre les populations représentées par les organisations de la société civiles (OSC) et les organismes publics (OP), sur les questions d'accès à l'information d'intérêt public*
- *Proposition et détermination de la composition d'un jury multi-expert charge d'une mission de certification des résultats d'évaluation de plus de 300 organismes publics chaque année.*

7. CONCLUSION

Au terme de cet atelier 4 qui a porté précisément sur les Grands Secteurs de l'Agriculture et des Transports, développés sous le thème général de « Révision des Critères du Monitoring du Site WEB des Organismes Publics », la participation des Organismes Publics et des Organisations de la Société Civile a permis de voir l'intérêt d'un tel regroupement autour d'une question aussi importante que d'actualité. L'initiative prise par la CAIDP de regrouper des ressources humaines issues de différents secteurs de l'administration et des populations civiles, traduit non seulement la volonté de cette organisation d'offrir aux participants une plateforme de partage en vue de renforcer les capacité d'action dans le domaine de l'accès à l'information ciblée au sein des organismes publics, mais d'amener ces organismes à offrir aux populations un accès à leurs informations susceptibles de favoriser une dynamique nouvelle dans l'appréciation des traitement et des analyses de données de qualité.

Une telle initiative mérite d'être poursuivie, surtout que certains points de cet atelier n'ont pas pu être discutés ou suffisamment discutés, comme ceux relevant de la mise en place d'une plateforme formelle permanente d'échange entre les organismes publics et les représentants de la société civile, de l'élaboration d'une nouvelle méthode d'évaluation pour le monitoring 2.0, de la proposition et de la composition d'un jury multi-experts chargé d'une mission de certification des résultats d'évaluation des informations recherchées.

Un autre atelier est-il nécessaire ou indispensable pour mettre à la disposition de l'Etat ou des demandeurs issus de la société civile, un document **révisé des Critères du Monitoring du Site WEB des Organismes Publics**, plus complet et plus consensuel, qui prendrait en compte toutes les orientations définies par la CAIDP, en termes d'accès aux données et de qualité des informations ? Certainement oui !!!



Vu Nicole NKOA
13/02/2024

8. DOCUMENTS ANNEXES : Composition des Groupes de Travail

Groupe 1 : Agriculture / Développement rural



**EXPERTISE
FRANCE**
GROUPE AFD



LISTE DE PRESENCE GROUPE 1







ATELIERS DE REVISION DES CRITERES DU MONITORING DES SITES WEB DES ORGANISMES PUBLICS

Thème : Agriculture

Date : Mercredi 20 et Jeudi 21 décembre 2023 de 09h 00 à 17 heures

Lieu : Mövenpick hôtel sis Abidjan -Plateau

N°	NOM & PRENOMS	FONCTION / STRUCTURE	e-mail	CONTACT	EMARGEMENT Mercredi 20/12/2023	EMARGEMENT Jeudi 21/12/2023
01	BAKAYOKO ALI	Ministère des Eaux & Forêts Assistant Communication	alibakayoko33@ gmail.com	0709384510	ALIBAK	
02	BOLE Félix Jérôme Zahouli	Chf de Service Emds. et développement informatique / MINISTÈRE D'ÉTAT MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DEVELOPPEMENT RURAL P. VÉGETAL	f.boli@agriculture. govr.ci	0708451205	Felix	
03	GNDERE Waneau Charles Husu	Sous-directeur METINADERON / DFR	Waneau charles @gmail.com	0708677661		
04	KOUACOU Jean Yves	MINEDD / E / DID	j.kouacou@environ- nement.govr.ci	0707440168	JY	

N°	NOM & PRENOMS	FONCTION / STRUCTURE	e-mail	CONTACT	EMARGEMENT Mercredi 20/12/2023	EMARGEMENT Jeudi 21/12/2023
05	WARE Kouakou Bernard	Coordonnateur	bernardware@gmail.com	074736 5424		
06	Kouame' RO Estelle Aymas	Assistante de direction CSCI	gberche@joh.fr	07 07 35 08 80		
07	ABY KAKOU GUY CAMILLE AUGUSTIN	DPA/MIRAH	guy.camilleaby@gmail.com	07 79 24 33 78		
08	AKA KOUADIO CHARLES	DGPSA/MEHINABERY	charlesaka58@gmail.com	07 08 73 30 78		
29	DJANHAN KOUALI JEAN BAPTISTE	chef de bureau MIRAH/DP	djanhanjb@gmail.com	0749647495		
30	GNECLIE NOBEA ADELINE H.	FEDESI chargée de mission	ade.gneclie@yahoo.com	07 08 93 99 45		

Groupe 2 : Transport et infrastructures routières



**EXPERTISE
FRANCE**
GROUPE AFD



LISTE DE PRESENCE GROUPE 2






ATELIERS DE REVISION DES CRITERES DU MONITORING DES SITES WEB DES ORGANISMES PUBLICS

Thème : Transports

Date: Mercredi 20 et Jeudi 21 décembre 2023 de 09h 00 à 17 heures

Lieu: Mövenpick hôtel sis Abidjan -Plateau

N°	NOM & PRENOMS	FONCTION / STRUCTURE	e-mail	CONTACT	EMARGEMENT Mercredi 20/12/2023	EMARGEMENT Jeudi 21/12/2023
1	SOMMAHONO MANSSA BENIY'FALX	PCA-FICR CONSUMMATEURS	consommateursactifs@yahoo.fr	0505992769		
2	KONE Bede	DG TTC / ATRE	konlabano.hob@yahoo.fr	0101499999		
3	ASINSACAN Djakobou Djakobou	CNAT Chef de service communications	Djakobou Bouali an	0747422997		
4	JAO KOUKOU	Sms- Direction DTC / MT	yakmak2000@gmail.com	0709502797		

N°	NOM & PRENOMS	FONCTION / STRUCTURE	e-mail	CONTACT	EMARGEMENT Mercredi 20/12/2023	EMARGEMENT Jeudi 21/12/2023
05	WARE Kouakou Bernard	Coordonnateur	bernardware@ gmail.com	074736 5424		
06	Kouame' Ché Estelle Agmar	Assistante de direction CSC I	gberche@yoh.fr	07 07-35 08-80		
07	ABY KAKOU GUY CAMILLE AUGUSTIN	DPA/MIRAH	guy.camilleaby@gmail. com	07 7924 33 78		
08	AKA KOUADIO CHARLES	DGPSA/MEINABERTY	charlesaka58 @gmail.com	07 08 73 30 78		
29	DJANKHAI KOUAKI JEAN BAPTISTE	Chargé de service MIRAH/DP	djankhaikfjb@g mail.com	0749647495		
30	GNECLIE NOBEA ADELINE H.	FEDESI chargée de mission	ade.gneclie @ yahoo.com	07 08 93 99 45	